

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202779]

27 AVRIL 2017. — Arrêté ministériel exécutant l'article 28, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, en ce qui concerne les réductions et le remboursement des aides

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, au soutien au développement rural et à la conditionnalité;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agroenvironnementales et climatiques, l'article 28, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 modifiant divers arrêtés en matière d'aides agricoles, l'article 29;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2017;

Vu le rapport du 24 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 24 novembre 2016;

Vu l'avis 61.064/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agroenvironnementales et climatiques;

Considérant l'arrêté ministériel modifiant divers arrêtés ministériels en matière d'aides agricoles,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

2° l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 : l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agroenvironnementales et climatiques;

3° le règlement n° 640/2014 : le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité.

Art. 2. Conformément à l'article 28, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, la grille de réduction applicable aux diminutions d'engagement ^[1] est déterminée comme suit :

Diminution de l'engagement			Sanction au niveau de la méthode
Méthodes surfaciques	Méthodes linéaires	Nombre et animaux	
Moins de 3 % ou moins de 10 ares	Moins de 3 % ou moins de 20 mètres	Moins de 3 % ou moins de 3	Respect de l'engagement
Entre 3 % inclus et 10 % non inclus			Réduction de 10 % de l'aide à la méthode pour la campagne
Entre 10 % inclus et 20 % non inclus			Réduction de 50 % de l'aide à la méthode pour la campagne
Entre 20 % inclus et 50 % non inclus			Pas d'aide à la méthode pour la campagne
De 50 % et plus			Pas d'aide à la méthode pour la campagne et remboursement des montants perçus pour les campagnes antérieures

Lorsque l'engagement diminue de cinquante pour cent et plus, le remboursement des montants perçus est équivalent au nombre d'hectares, longueur, nombre d'éléments ou d'animaux en moins dans l'engagement multiplié par le montant unitaire multiplié par le nombre de campagnes antérieures. Ce montant n'est pas supérieur au total des aides payées les campagnes précédentes. Dans tous les cas de diminution d'engagement, celui-ci continue pour le reste de la durée de l'engagement initial et est ajusté au nombre d'hectares, longueur, nombres d'éléments ou d'animaux restant.

Art. 3. La grille de réduction applicable au non respect des règles particulières à certaines méthodes agro-environnementales est fixée comme suit :

1° pour la méthode agro-environnementale 5 « tournières enherbées » visée à l'article 3, 5° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, dont la largeur est fixée à douze mètres, conformément à l'article 20, 4° de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 :

Largeur moyenne en mètres	Pourcentage de différence	Niveau de réduction parcellaire	Sanction au niveau de la parcelle
11,64 m < largeur ≤ 12 m	Moins de 3 % non inclus	0	Pas de pénalité
10,80 m < largeur ≤ 11,64 m	Entre 3 % inclus et 10 % non inclus	2	Réduction de 10 % pour la campagne
9,6 m < largeur ≤ 10,80 m	Entre 10 % inclus et 20 % non inclus	3	Réduction de 50 % pur la campagne
6 m < largeur ≤ 9,6 m	Entre 20 % inclus et 50 % non inclus	4	Pas d'aide pour la campagne
Largeur ≤ 6 m	De 50 % et plus	5	Pas d'aide pour la campagne et remboursement des montants perçus pour les campagnes antérieures

2° pour la méthode agro-environnementale 9 « autonomie fourragère » visée à l'article 3, 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 et aux articles 27 et 28, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015, dont la charge en bétail est fixée entre 0,6 et 1,4 UGB/hectare :

Charge en bétail (UGB/ha)	Pourcentage de différence	Sanction au niveau de la méthode
Charge < 0,60		Prorata -1* (montant unitaire)* nombre ha* (0,6 - charge en bétail)/(0,6) Pour la campagne
0,60 ≤ charge ≤ 1,40		Pas de pénalité
1,40 < charge < 1,68	Entre 0 % et 20 %	Prorata -1* (montant unitaire)* nombre ha* (charge en bétail-1,4)/(0,28) Pour la campagne
1,68 ≤ charge ≤ 2,1	Entre 20 % et 50 %	Pas d'aide pour la campagne
Charge > 2,1	> 50 %	Pas d'aide pour la campagne et remboursement des montants perçus pour les campagnes antérieures

3° pour la méthode agro-environnementale 9 « autonomie fourragère » visée à l'article 3, 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 et aux articles 27 et 28, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015, dont la charge en bétail est fixée entre 0,6 et 1,8 UGB/hectare :

Charge en bétail (UGB/ha)	Pourcentage de différence	Sanction au niveau de la méthode
Charge < 0,60		Prorata -1* (montant unitaire)* nombre ha* (0,6 - charge en bétail)/(0,6) Pour la campagne
0,60 ≤ charge ≤ 1,80		Pas de pénalité
1,80 < charge < 2,16	Entre 0 % et 20 %	Prorata 1* (montant unitaire)* nombre ha* (charge en bétail-1,8)/(0,36) Pour la campagne
2,16 ≤ charge ≤ 2,7	Entre 20 % et 50 %	Pas d'aide pour la campagne
Charge > 2,70	> 50 %	Pas d'aide pour la campagne et remboursement des montants perçus pour les campagnes antérieures

Concernant le 1°, si la largeur moyenne de la tournière enherbée est inférieure ou égale à six mètres, le remboursement des montants perçus est équivalent aux longueurs engagées sur la parcelle multipliées par le montant unitaire multiplié par le nombre de campagnes antérieures et l'engagement est arrêté. Ce montant n'est pas supérieur au total des aides payées les campagnes précédentes.

Concernant le 2°, si la charge en bétail est supérieure à 2,1, le remboursement des montants perçus équivaut au montant des aides payées les campagnes précédentes et l'engagement est arrêté.

Concernant le 3°, si la charge en bétail est supérieure à 2,7, le remboursement des montants perçus équivaut au montant des aides payées les campagnes précédentes et l'engagement est arrêté.

Art. 4. Les réductions applicables en cas de non respect du cahier des charges visé à l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, sont déterminées comme suit :

Nombre de conditions du cahier des charges non-respectées pour une parcelle	Niveau de réduction au niveau de la parcelle
Aucune ou sans objet	0
1 non-respect	Niveau 1 : avertissement Niveau 2 : réduction de 10 % Niveau 3 : réduction de 50 % Niveau 4 : pas d'aide à la parcelle Niveau 5 : pas d'aide à la parcelle et récupération des montants perçus pour la parcelle depuis le début de l'engagement
2 ou plusieurs non-respects	Niveau le plus élevé

Pourcentage de la surface de l'engagement ayant un niveau de pénalité 5	Niveau de réduction au niveau de la méthode
20 % < x ≤ 50 %	Niveau 6 : pas de paiement
50 % < x	Niveau 7 : pas de paiement, arrêt de l'engagement et récupération des montants des années antérieures

Le niveau de réduction 8 est octroyé en cas de non-conformité qualifiée de grave vu l'ampleur des conséquences qu'elle entraîne.

Lorsqu'une condition du cahier des charges pour une parcelle n'est pas respectée, le niveau de réduction applicable allant de 1 à 5 est déterminé conformément à l'article 35 du règlement n° 640/2014, en fonction de la gravité, de l'étendue, de la durée et de la répétition du cas de non-conformité.

Concernant le cas où une seule condition du cahier des charges pour la parcelle n'est pas respectée, le niveau de réduction allant de 1 à 5 est précisé. Ce niveau est pertinent si et seulement si une seule condition n'est pas respectée.

Lorsque plusieurs conditions, à savoir deux ou plus, du cahier des charges pour une parcelle ne sont pas respectées, le niveau de réduction pour la parcelle est le niveau le plus élevé.

Namur, le 27 avril 2017.

R. COLLIN

^[1] Il s'agit ici d'une diminution de l'engagement au niveau de l'exploitation, ce qui signifie que les niveaux de réduction prévus à l'article 28, § 3 ne sont pas applicables car ils fonctionnent sur une logique parcellaire, alors que le travail est réalisé sur l'ensemble de la méthode.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202779]

27. APRIL 2017 — Ministerialerlass zur Ausführung von Artikel 28 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen was die Kürzung und die Erstattung der Beihilfen betrifft

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242 und D.249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, Artikel 28 § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017 zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Agrarbeihilfen, Artikel 29;

Aufgrund der am 15. Dezember 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. März 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 24. Februar 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 24. November 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. März 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 61.064/4;

In Erwägung des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

In Erwägung des Ministerialerlasses vom 2. Februar 2017 zur Abänderung verschiedener Ministerialerlasse im Bereich Agrarbeihilfen,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

2° Ministerialerlass vom 3. September 2015: der Ministerialerlass vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

3° Verordnung Nr. 640/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance.

Art. 2 - Gemäß Artikel 28 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 wird die auf die Reduzierung der Verpflichtungen ^[1] anwendbare Tabelle der Kürzungen wie folgt festgelegt:

Reduzierung der Verpflichtung			Strafmaßnahme für die Methode
Flächenbezogene Methoden	Längenbezogene Methode	Anzahl und Tiere	
Weniger als 3% oder weniger als 10 Ar	Weniger als 3% oder weniger als 20 Meter	Weniger als 3% oder weniger als 3	Einhaltung der Verpflichtung
Zwischen 3% einschl. und 10% ausschl.			Kürzung um 10% der Beihilfe für die Methode (für das Wirtschaftsjahr)
Zwischen 10% einschl. und 20% ausschl.			Kürzung um 50% der Beihilfe für die Methode (für das Wirtschaftsjahr)
Zwischen 20% einschl. und 50% ausschl.			Keine Beihilfe für die Methode (für das Wirtschaftsjahr)
50% und mehr			Keine Beihilfe für die Methode (für das Wirtschaftsjahr) und Erstattung der für die vergangenen Wirtschaftsjahr erhaltenen Beträge

Wenn die Verpflichtung um fünfzig Prozent oder mehr verringert wird, entspricht die Erstattung der gezahlten Beträge der Anzahl Hektar, der Länge, der Anzahl Elemente oder Tiere der Verringerung, multipliziert mit dem Einheitsbetrag multipliziert mit der Anzahl der vergangenen Wirtschaftsjahre. Dieser Betrag liegt nicht höher als der Gesamtbetrag der Beihilfen, die über die vergangenen Wirtschaftsjahre gewährt wurden. In allen Fällen, in denen die Verpflichtung verringert wird, bleibt diese für die verbleibende Dauer der ursprünglichen Verpflichtung bestehen und wird an die verbleibende Anzahl Hektar, Länge, Anzahl Elemente oder Tiere angepasst.

Art. 3 - Die auf die Missachtung der Sonderbestimmungen für bestimmte Agrarumweltmaßnahmen anwendbare Tabelle der Kürzungen wird wie folgt festgelegt:

1° für die Agrarumweltmaßnahme 5 "begraste Wendestreifen" nach Artikel 3 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015, deren Breite auf zwölf Meter festgelegt wird nach Artikel 20 Ziffer 4 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015:

Durchschnittliche Breite in Metern	Prozentuale Differenz	Ausmaß der Verringerung auf der Parzelle	Strafmaßnahme auf Ebene der Parzelle
11,64 m < Breite ≤ 12 m	weniger als 3% ausschl.	0	Keine Strafe
10,80 m < Breite ≤ 11,64 m	Zwischen 3% einschl. und 10% ausschl.	2	Reduzierung um 10% für das Wirtschaftsjahr
9,6 m < Breite ≤ 10,80 m	Zwischen 10% einschl. und 20% ausschl.	3	Reduzierung um 50% für das Wirtschaftsjahr
6 m < Breite ≤ 9,6 m	Zwischen 20% einschl. und 50% ausschl.	4	Keine Beihilfe für das Wirtschaftsjahr

Durchschnittliche Breite in Metern	Prozentuale Differenz	Ausmaß der Verringerung auf der Parzelle	Strafmaßnahme auf Ebene der Parzelle
Breite ≤ 6 m	50% und mehr	5	Keine Beihilfe für das Wirtschaftsjahr und Erstattung der für die vergangenen Wirtschaftsjahr erhaltenen Beträge

2° für die Agrarumweltmaßnahme 9 "Futterautonomie" nach Artikel 3 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 und den Artikeln 27 und 28 § 1 Ziffer 1 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015, deren Tierbesatz auf zwischen 0,6 und 1,4 GVE/Hektar festgelegt wird:

Tierbesatz (GVE/ha)	Prozentuale Differenz	Strafmaßnahme für die Methode
Besatz < 0,60		Prorata -1* (Einheitsbetrag)* Anzahl ha* (0,6 - Tierbesatz)/(0,6) Für das Wirtschaftsjahr
0,60 ≤ Besatz ≤ 1,40		Keine Strafe
1,40 < Besatz < 1,68	Zwischen 0% und 20%	Prorata -1* (Einheitsbetrag)* Anzahl ha* (Tierbesatz- 1,4)/(0,28) Für das Wirtschaftsjahr
1,68 ≤ Besatz ≤ 2,1	Zwischen 20% und 50%	Keine Beihilfe für das Wirtschaftsjahr
Besatz > 2,1	> 50%	Keine Beihilfe für das Wirtschaftsjahr und Erstattung der für die vergangenen Wirtschaftsjahr erhaltenen Beträge

3° für die Agrarumweltmaßnahme 9 "Futterautonomie" nach Artikel 3 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 und den Artikeln 27 und 28 § 1 Ziffer 2 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015, deren Tierbesatz auf zwischen 0,6 und 1,8 GVE/Hektar festgelegt wird:

Tierbesatz (GVE/ha)	Prozentuale Differenz	Strafmaßnahme für die Methode
Besatz < 0,60		Prorata -1* (Einheitsbetrag)* Anzahl ha* (0,6 - Tierbesatz)/(0,6) Für das Wirtschaftsjahr
0,60 ≤ Besatz ≤ 1,80		Keine Strafe
1,80 < Besatz < 2,16	Zwischen 0% und 20%	Prorata 1* (Einheitsbetrag)* Anzahl ha* (Tierbesatz- 1,8)/(0,36) Für das Wirtschaftsjahr
2,16 ≤ Besatz ≤ 2,7	Zwischen 20% und 50%	Keine Beihilfe für das Wirtschaftsjahr
Besatz > 2,70	> 50%	Keine Beihilfe für das Wirtschaftsjahr und Erstattung der für die vergangenen Wirtschaftsjahr erhaltenen Beträge

Falls für Ziffer 1 die durchschnittliche Breite des begrasten Wendestreifens sechs Meter oder weniger beträgt, entspricht die Erstattung der gezahlten Beträge den Längen, für die auf der Parzelle eine Verpflichtung eingegangen wurde, multipliziert mit dem Einheitsbetrag multipliziert mit der Anzahl der vergangenen Wirtschaftsjahre. Die Verpflichtung wird zudem beendet. Dieser Betrag liegt nicht höher als der Gesamtbetrag der Beihilfen, die über die vergangenen Wirtschaftsjahre gewährt wurden.

Falls für Ziffer 2 der Tierbesatz über 2,1 liegt, entspricht die Erstattung der gezahlten Beträge dem Betrag der für die vergangenen Wirtschaftsjahre gezahlten Beihilfen. Die Verpflichtung wird zudem beendet.

Falls für Ziffer 3 der Tierbesatz über 2,7 liegt, entspricht die Erstattung der gezahlten Beträge dem Betrag der für die vergangenen Wirtschaftsjahre gezahlten Beihilfen. Die Verpflichtung wird zudem beendet.

Art. 4 - Die im Falle einer Missachtung des in Artikel 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 genannten Lastenhefts anwendbaren Kürzungen werden wie folgt festgelegt:

Anzahl Bedingungen des Lastenhefts, die auf einer Parzelle missachtet wurden	Verringerungsstufe auf Ebene der Parzelle
Keine oder gegenstandslos	0
1 Missachtung	Stufe 1: Verwarnung Stufe 2: Verringerung um 10% Stufe 3: Verringerung um 50% Stufe 4: Keine Beihilfe für die Parzelle Stufe 5: keine Beihilfe für die Parzelle und Beitreibung der seit dem Beginn der Verpflichtung für die Parzelle gewährten Beträge
2 oder mehr Missachtungen	Höchste Stufe

Prozentsatz der Fläche der Verpflichtung mit einer Strafe der Stufe 5	Verringerungsstufe auf Ebene der Methode
20% < x <= 50%	Stufe 6: keine Zahlung
50% <x	Stufe 7: keine Zahlung, Einstellung der Verpflichtung und Beitreibung der Beträge der früheren Jahre

Die Stufe 8 der Verringerung wird gewährt bei einem Verstoß, der aufgrund der Auswirkungen, die er verursacht, als schwerwiegend gewertet wird.

Falls eine Bedingung des Lastenheftes für eine Parzelle nicht beachtet wird, wird die anwendbare Stufe der Verringerung (von 1 bis 5) gemäß Artikel 35 der Verordnung Nr. 640/2014 unter Berücksichtigung der Schwere, des Ausmaßes, der Dauer und der Häufigkeit des Verstoßes bestimmt.

In Fällen, in denen nur eine Bedingung des Lastenheftes für die Parzelle nicht beachtet wird, wird die Stufe der Verringerung von 1 bis 5 angegeben. Diese Stufe ist nur in jenen Fällen relevant, in denen eine einzige Bedingung nicht beachtet wird.

In Fällen, in denen mehrere (d.h. zwei oder mehr) Bedingungen des Lastenheftes für eine Parzelle nicht beachtet werden, wird als Stufe der Verringerung für die Parzelle die höchste Stufe angegeben.

Namur, den 27. April 2017

R. COLLIN

^[1] Es handelt sich hier um eine Reduzierung der Verpflichtung auf Ebene des Betriebs, was zur Folge hat, dass die in Artikel 28 § 3 vorgesehenen Kürzungsstufen nicht anwendbar sind, da sie auf einer parzellengebundenen Logik beruhen, wohingegen die Arbeit auf den gesamten Flächen der Methode stattfindet.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202779]

27 APRIL 2017. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 28, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, wat betreft de verlagingen en terugbetaling van de steun

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG), nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. n°809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.242, en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, artikel 28, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot wijziging van verschillende besluiten inzake landbouwsteun, artikel 29;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2017;

Gelet op het rapport van 24 februari 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 24 november 2016;

Gelet op het advies 61.064/4 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

Gelet op het ministerieel besluit tot wijziging van diverse ministeriële besluiten inzake landbouwsteun,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015: het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

2° het ministerieel besluit van 3 september 2015: het ministerieel besluit van 3 september 2015 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

3° Verordening nr. 640/2014 : Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 28, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, wordt de verlagingrooster van toepassing op de verlagingen van verbintenis ^[1] bepaald als volgt :

Verlaging van de verbintenis			Sanctie op het niveau van de methode
Oppervlakte-methodes	Lineaire methodes	Aantal en dieren	
Minder dan 3 % of minder dan 10 aren	Minder dan 3 % of minder dan 20 meter	Minder dan 3 % of minder dan 3	Naleving van de verbintenis
Tussen 3 % inbegrepen en 10 % niet inbegrepen			Verlaging van 10 % van de steun aan de methode voor de campagne
Tussen 10 % inbegrepen en 20 % niet inbegrepen			Verlaging van 50 % van de steun aan de methode voor de campagne
Tussen 20 % inbegrepen en 50 % niet inbegrepen			Geen steun aan de methode voor de campagne
50 % en meer			Geen steun aan de methode voor de campagne en terugbetaling van de bedragen ontvangen voor de vorige campagnes

Wanneer de verbintenis met vijftig percent en meer vermindert, is de terugbetaling van de ontvangen bedragen gelijk aan het aantal hectaren, lengte, aantal elementen of dieren in min in de verbintenis vermenigvuldigd door het eenheidsbedrag vermenigvuldigd door het aantal vorige campagnes. Dit bedrag is niet hoger dan het totaal van de steun betaald tijdens de vorige campagnes. In elk geval van vermindering van verbintenis, blijft deze verdergaan voor de resterende duur van de oorspronkelijke verbintenis en wordt hij aangepast aan het resterende aantal hectaren, lengtes, aantal elementen of dieren.

Art. 3. De verlagingrooster toepasselijk op de niet naleving van de regels die bijzonder zijn voor sommige agromilieu-methodes wordt vastgesteld als volgt :

1° voor de agromilieu-methode 5 "met gras bezaaide perceelsranden" bedoeld in artikel 3, 5° van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, waarvan de breedte 12 meter bedraagt, overeenkomstig artikel 20, 4° van het ministerieel besluit van 3 september 2015 :

Gemiddelde breedte in meter	Percentage van verschil	Perceelsgewijs verlagingniveau	Sanctie op het niveau van het perceel
11,64 m < breedte ≤ 12 m	Minder dan 3 % niet inbegrepen	0	Geen straf
10,80 m < breedte ≤ 11,64 m	Tussen 3 % inbegrepen en 10 % niet inbegrepen	2	Verlaging van 10 % voor de campagne
9,6 m < breedte ≤ 10,80 m	Tussen 10 % inbegrepen en 20 % niet inbegrepen	3	Verlaging van 50 % voor de campagne
6 m < breedte ≤ 9,6 m	Tussen 20 % inbegrepen en 50 % niet inbegrepen	4	Geen steun voor de campagne
Breedte ≤ 6 m	50 % en meer	5	Geen steun voor de campagne en terugbetaling van de bedragen ontvangen voor de vorige campagnes

2° voor de agromilieu-methode 9 "voederautonomie" bedoeld in artikel 3, 9° van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 en in de artikelen 27 en 28, § 1, 1°, van het ministerieel besluit van 3 september 2015, waarvan de veebezetting tussen 0,6 en 1,4 GVEB/ha is vastgesteld :

Veebezetting (GVEB/ha)	Percentage van verschil	Sanctie op het niveau van de methode
Bezetting < 0,60		Prorata -1* (eenheidsbedrag)* aantal ha* (0,6 - veebezetting)/(0,6) Voor de campagne
0,60 ≤ bezetting ≤ 1,40		Geen straf
1,40 < bezetting < 1,68	Tussen 0 % en 20 %	Prorata -1* (eenheidsbedrag)* aantal ha* (veebezetting-1,4)/(0,28) Voor de campagne

Veebezetting (GVEB/ha)	Percentage van verschil	Sanctie op het niveau van de methode
$1,68 \leq \text{bezetting} \leq 2,1$	Tussen 20 % en 50 %	Geen steun voor de campagne
Bezetting < 2,1	> 50 %	Geen steun voor de campagne en terugbetaling van de bedragen ontvangen voor de vorige campagnes

3° voor de agromilieu-methode 9 "voederautonomie" bedoeld in artikel 3, 9° van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 en in de artikelen 27 en 28, § 1, 2°, van het ministerieel besluit van 3 september 2015, waarvan de veebezetting tussen 0,6 en 1,8 GVEB/ha is vastgesteld :

Veebezetting (GVEB/ha)	Percentage van verschil	Sanctie op het niveau van de methode
Bezetting < 0,60		Prorata -1* (eenheidsbedrag)* aantal ha* (0,6 - veebezetting)/(0,6) Voor de campagne
$0,60 \leq \text{bezetting} \leq 1,80$		Geen straf
$1,80 < \text{bezetting} < 2,16$	Tussen 0 % en 20 %	Prorata 1* (eenheidsbedrag)* aantal ha* (veebezetting-1,8)/(0,36) Voor de campagne
$2,16 \leq \text{bezetting} \leq 2,7$	Tussen 20 % en 50 %	Geen steun voor de campagne
Bezetting < 2,70	> 50 %	Geen steun voor de campagne en terugbetaling van de bedragen ontvangen voor de vorige campagnes

Wat betreft punt 1°, als de gemiddelde breedte van de met gras bezaaide perceelsranden lager is dan of gelijk is aan zes meter, is de terugbetaling van de ontvangen bedragen gelijkwaardig aan de lengtes verbonden op het perceel vermenigvuldigd door het eenheidsbedrag vermenigvuldigd door het aantal vorige campagnes en de verbintenis wordt gestopt. Dit bedrag is niet hoger dan het totaal van de steun betaald tijdens de vorige campagnes.

Wat betreft punt 2°, als de veebezetting hoger is dan 2,1, is de terugbetaling van de ontvangen bedragen gelijk aan het bedrag van de steun betaald tijdens de vorige campagnes en de verbintenis wordt gestopt.

Wat betreft punt 3°, als de veebezetting hoger is dan 2,7, is de terugbetaling van de ontvangen bedragen gelijk aan het bedrag van de steun betaald tijdens de vorige campagnes en de verbintenis wordt gestopt.

Art. 4. De verlagingen van toepassing in geval van niet naleving van het bestek bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden bepaald als volgt :

Aantal voorwaarden van het bestek die niet nageleefd worden voor een perceel	Verlagingsniveau op het niveau van het perceel
Geen enkel of zonder voorwerp	0
1 niet-naleving	Niveau 1 : waarschuwing Niveau 2 : verlaging met 10 % Niveau 3 : verlaging met 50 % Niveau 4 : geen steun voor het perceel Niveau 5 : geen steun voor het perceel en invordering van de bedragen ontvangen voor het perceel sinds het begin van de verbintenis
2 of meerdere niet-nalevingen	Het hoogste niveau

Percentage van het areaal van de verbintenis met een strafniveau 5	Verlagingsniveau op het niveau van de methode
$20 \% < x \leq 50 \%$	Niveau 6 : geen betaling
$50 \% < x$	Niveau 7 : geen betaling, stopzetting van de verbintenis en invordering van de bedragen van de vorige jaren

Het verlagingniveau 8 wordt toegekend in geval van als ernstige beoordeelde niet-conformiteit gezien de omvang van de gevolgen die ze met zich meebrengt.

Als een voorwaarde van het bestek voor een perceel niet is nageleefd, wordt het toepasselijk verlagingniveau van 1 tot 5 bepaald overeenkomstig artikel 35 van Verordening nr. 640/2014, naar gelang van de ernst, de omvang, de duur en de herhaling van het geval van niet-conformiteit.

Voor het geval dat één enkele voorwaarde van het bestek voor het perceel niet is nageleefd, wordt het verlagingniveau gaande van 1 tot 5 bepaald. Dit niveau is relevant als één enkele voorwaarde niet is nageleefd.

Als meerdere voorwaarden, namelijk twee of meer, van het bestek voor een perceel niet worden nageleefd, is het verlagingniveau voor het perceel het hoogste niveau.

Namen, 27 april 2017.

R. COLLIN

[1] Het gaat hier om een verlaging van de verbintenis op het niveau van het bedrijf, wat betekent dat de verlagingniveaus bedoeld in artikel 28, § 3 niet toepasselijk zijn omdat ze op een perceelsgewijze logica gebaseerd zijn, terwijl het werk op het geheel van de methode uitgevoerd wordt.